

Contrastes

► N° 232 ■ Bimestriel ■ Janvier - Février ■ 2026 ◀



**PROTÉGER LA
BIODIVERSITÉ**
Urgent et pas évident



Édito

Vraiment urgent, et vraiment pas évident

En 2012, l'équivalent du GIEC a été créé pour la biodiversité : l'IPBES, c'est-à-dire la *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques*. Environ 150 gouvernements sont aujourd'hui membres de cette coordination scientifique internationale, qui se réunit pour sa 12^e session plénière du 3 au 8 février 2026 à Manchester pour aborder les liens entre entreprises et biodiversité.

Cela vous rassure-t-il ? Il y a fort à parier que non, car ce genre de grand-messe ne donne pas l'impression de parvenir à infléchir le cours des choses. Le rythme d'extinction des espèces et de disparition des populations d'animaux sauvages et de végétaux est vertigineux. Un véritable « anéantissement biologique » global. Pendant ce temps, du Nord au Sud, l'activité économique (surtout du Nord) s'étend, colonise les espaces, saccage les ressources (surtout du Sud), détruit les milieux de vie des humains et des non-humains.

Cette situation justifie une mobilisation générale en faveur d'un changement profond, un front uni rassemblé sous la bannière « *Nous sommes le vivant qui se défend* ». Pourtant, derrière la bannière, le front n'est pas si uni que ça. Parce que pour défendre le vivant, il faut aller, massivement et presque toujours, contre des intérêts économiques immédiats. Jusque-là, large consensus. Mais derrière ces intérêts économiques (qu'on pourfend spontanément), il y a souvent des réalités sociales : des emplois, des habitudes de consommation et de vie (barbecue, smartphones, voitures, streaming et compagnie). Parfois aussi, ce sont des besoins humains profonds : logement, énergie, sentiment de sécurité.

Un changement radical est donc urgent, mais il est loin d'être évident à mener. La mobilisation générale des citoyennes et des citoyens, indispensable, n'est possible que s'ils ne se sentent pas étrangers à cette lutte qu'on mènerait, au nom du vivant, contre l'infrastructure socio-économique dont dépend leur vie à eux. Cette phrase est facile à écrire. L'entièreté de ce numéro la prolonge et illustre combien il est difficile de se mettre collectivement en mouvement.

L'administration Trump a annoncé son intention de quitter l'IPBES. Voilà un signe évident que cette plateforme produit des analyses intéressantes, notamment quand elle pointe du doigt les trois causes profondes de l'extinction de la biodiversité : la déconnexion et la domination vis-à-vis de la nature et des autres personnes, la concentration du pouvoir et des richesses, et la priorisation des gains de court terme. Voilà une bonne base de mobilisation !

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

ADRIENNE DEMARET,

GUILLAUME LOHEST,

RENATO PINTO,

CHARLOTTE RENOUPREZ

RÉDACTEUR EN CHEF :

GUILLAUME LOHEST

CRÉDITS PHOTOS :

CANVA, FREEPIK

GRAPHISME & MISE EN PAGE :

MAGALI LEQUEUX

ÉDITEUR RESPONSABLE :

CHARLOTTE RENOUPREZ,

RUE DU LOMBARD 8 | 5000 NAMUR

TÉL : 081/73.40.86

SECRETARIAT@EQUIPESPOPULAIRES.BE

Guillaume Lohest

COMMENT PARLER DE

L'AMPLEUR DU DÉSASTRE ?

Par Guillaume Lohest



« Chute de la biodiversité », voilà une expression bien timide pour parler de l'extinction de la vie sur terre, vous ne trouvez pas ? Quels mots utiliser alors ? Pourquoi demeurons-nous si insensibles à la destruction du monde vivant comme s'il nous était extérieur, alors qu'il nous est indispensable ?

Vous n'avez pas besoin qu'on vous rappelle que la biodiversité est en danger. Vous en avez entendu parler, souvent, au passage, lors d'un journal télévisé ou à la lecture d'un magazine. On le sait. Tout le monde est au courant que la « biodiversité » est « menacée ». Les plus alertes savent même qu'il s'agit de la « sixième extinction de masse » – la précédente, il y a 65 millions d'années, a vu disparaître les dinosaures. C'est dire l'ampleur du désastre. Ce qui est inédit, c'est que cette extinction de masse n'est pas due à un cataclysme mais à l'activité humaine, plus spécifiquement à l'activité prédatrice de l'économie capitaliste mondialisée depuis quelques décennies. Pourtant, cette catastrophe ne nous émeut guère. On vit comme si de rien n'était. On a tant d'autres problèmes...

Le monde est un grand zoning

L'astrophysicien Aurélien Barrau a coutume de le rappeler, on a fait du dérèglement climatique le problème écologique numéro un. C'est une très grave menace, mais il nous avertit : ce n'est qu'une petite partie du problème. Plus catastrophique encore, on en est venus à penser que c'est le seul problème, et qu'on peut le « solutionner », avec une mentalité d'ingénieur. Or, non seulement on ne le « solutionne » aucunement (il s'aggrave, on n'en parle presque plus et on vote pour des partis qui n'en ont rien à faire), mais surtout, cela nous évite de regarder en face le problème le plus grave et le plus évident : la destruction de la vie, partout à l'œuvre, sur tous

les continents : « *Quand vous rasez une forêt, tous les animaux de la forêt meurent. Cela n'a rien à voir avec le réchauffement climatique. Ce n'est pas une question de température. Même si la température est fraîche, quand les animaux ne peuvent plus habiter quelque part, ils meurent*¹.

Aurélien Barrau utilise une autre image frappante. Quand bien même nous trouverions demain une source d'énergie propre et infinie pour faire rouler nos voitures, tourner nos usines et voler nos avions, notre problème resterait le même : nous artificialisons les terres, nous détruisons les habitats des espèces animales et végétales, nous supprimons la vie pour la remplacer par des zonings commerciaux, des supermarchés et des parkings.

Deux tiers des insectes et des animaux sauvages

Vous vous dites : il exagère... On peut quand même imaginer une situation d'équilibre, avec des espaces et des espèces protégées, une activité humaine et économique raisonnable. Oui, peut-être, on peut l'imaginer. Mais les faits ne montrent pas du tout cet état d'équilibre. La preuve : si c'était le cas, on ne parlerait pas d'une sixième extinction de masse ! Quelques chiffres tout de même, rappelés par Aurélien Barrau et beaucoup d'autres, aussitôt entendus, aussitôt oubliés. Un million d'espèces seraient menacées dans le monde (sur un total d'espèces estimé entre 8 et 12 millions). Depuis 1970, deux tiers des populations d'animaux sauvages ont disparu – en réalité, ils n'ont pas disparu par enchantement, ils ont été exterminés directement ou indirectement pour nos « impératifs » économiques. C'est encore plus rapide pour les insectes : en quelques années seulement, leur population a chuté de deux tiers. Quant aux arbres, sur une échelle de temps plus longue, quelques millénaires, leur nombre s'est également réduit de plus de moitié.

« Natureculture »

Pourtant, nous ne nous rendons pas compte de l'extrême gravité de la situation. Sans doute parce qu'en Occident, nous ne comprenons plus – nous ne ressentons plus – les liens entre le vivant non humain et les humains. Depuis le 17^e siècle de Descartes, l'Occident a construit une séparation étanche entre l'humain et le reste du vivant. D'un côté, la culture, la raison, le progrès ; de l'autre, une « nature » considérée comme extérieure, muette et exploitable. L'anthropologue Philippe Descola a rappelé dans un célèbre ouvrage² que cette manière de voir le monde n'a rien d'universel : beaucoup de sociétés ne pensent pas les humains comme séparés des plantes, des animaux ou des milieux qu'ils habitent. En rompant ces liens, nous avons appris à ne plus voir le vivant que comme un décor – un « environnement » – ou une ressource. Et quand on ne voit plus le vivant comme un ensemble de relations, on finit par le détruire sans même s'en rendre compte. Sans comprendre que toutes nos sociétés sont dépendantes du monde vivant dans toute sa diversité. La philosophe américaine Donna Haraway, pour contrer cette schizophrénie de la raison occidentale, a proposé un nouveau mot réintégrant les deux pôles artificiellement séparés : « natureculture ». Mais qui connaît Donna Haraway ?

Des milliers de milliards de dollars

Pour appréhender la situation, nous nous rabattons alors sur des chiffres terrifiants. Mais ils ne nous terrifient pas, le franc ne tombe pas vraiment. En parlant de francs et d'argent, tiens, on pourrait justement tenter d'évoquer la catastrophe de la biodiversité en langage économique, en monétarisant les services que la nature nous rend. C'est un langage horrible, qui réduit le vivant à un prix, nous ne devrions pas parler ainsi. Mais formatés comme nous le

sommes, autorisons-nous provisoirement cette atrocité. « *Notre quotidien dépend bien plus de la nature qu'on ne le pense. Sans elle, pas de nourriture dans nos assiettes, pas d'eau potable, pas d'air respirable. Les sols fertiles, les insectes pollinisateurs, les forêts qui captent le carbone, les zones humides qui nous protègent des inondations... tous ces services, la nature nous les rend gratuitement. Du coup, on a tendance à les considérer comme acquis. Leur valeur économique est pourtant immense : entre 125 000 et 140 000 milliards de dollars par an selon les estimations, soit près du double du PIB mondial. En d'autres termes, toute notre économie repose sur ce capital naturel invisible*³. » À titre d'exemples concrets, les récifs coralliens fournissent à eux seuls plus de 375 milliards de dollars par an en biens et services, et certaines mangroves sont estimées à 217 000 dollars par hectare par an en protection côtière et tourisme⁴. Bref, si l'on additionnait ces services comme on compte des biens marchands, la nature vaudrait plus que tout ce que nous produisons. Et pourtant, nous continuons à la détruire comme si ces chiffres n'étaient que des abstractions sans conséquences.

Écocide

Quels termes alors devons-nous utiliser pour réaliser la gravité de cette destruction ? On parle de plus en plus d'écocide pour nommer ce qui se joue : la destruction grave, durable et étendue des écosystèmes. Le terme est apparu dans les années 1970, notamment sous la plume du biologiste Arthur Galston après les ravages de l'Agent Orange au Vietnam, pour dire qu'il existe des crimes commis non seulement contre des peuples, mais contre le vivant lui-même. Longtemps cantonnée aux débats militants et académiques, cette notion a franchi un seuil politique en Belgique, qui est devenue en 2024 le premier pays de l'Union européenne à inscrire explicitement l'écocide dans son Code pénal. Détruire massivement la nature n'y est plus seulement une « externalité » ou un dommage collatéral, mais un crime possible

de lourdes sanctions⁵. Nommer ainsi les choses, c'est tenter de faire entrer l'anéantissement du vivant dans le champ de l'inacceptable absolu.

Anéantissement biologique

Certains scientifiques parlent carrément d'un « anéantissement biologique » global pour décrire ce que nous appelons par euphémisme une « chute de la biodiversité ». L'expression, utilisée par les biologistes Gerardo Ceballos, Paul R. Ehrlich et Rodolfo Dirzo, a le mérite de montrer que le problème ne se limite pas à la disparition spectaculaire de quelques espèces « charismatiques » (le rhinocéros blanc, l'ours polaire, la panthère des neiges, etc.), mais à l'effondrement massif des populations animales et végétales, partout sur la planète. Des espèces existent encore sur le papier, mais leurs effectifs se sont écroulés et

leurs habitats ont disparu, leurs relations écologiques sont rompues. C'est une extinction silencieuse, diffuse, souvent invisible, mais bien plus grave, car elle détruit les tissus mêmes du vivant. Autrement dit, ce n'est pas seulement la fin de certaines espèces qui est en cours, mais la décomposition progressive des conditions qui rendent la vie possible.

Aimons-nous la vie ?

Revenons à Aurélien Barrau, non pas qu'il ait la solution, mais parce qu'il est l'un des seuls à insister sur la dimension profondément culturelle de la catastrophe. Autrement dit, nous ne sommes pas capables d'agir parce que nous ne savons pas nommer ce qui se passe, ni ce que nous voulons à la place de ce monde en phase terminale. « *Nous ne sommes pas face à un problème scientifique*, affirme-t-il. *Nous sommes face à un problème de vision du monde*. La

science peut intervenir au niveau du constat, elle peut éventuellement corriger certains biais, certains effets secondaires ou certaines dérives non souhaitées, mais elle ne peut pas nous dire ce que l'on veut. Et c'est ça, la question que nous n'avons pas commencé à poser⁶. » En effet, ne sommes-nous pas coincés dans un modèle de société « hors-sol », qui a besoin de la croissance, de la production de richesse, de l'exploitation des ressources ? N'en venons-nous pas systématiquement à chercher des équilibres, des nuances, des ajustements qui pourraient permettre à ce modèle de persister en évitant de trop grosses ruptures ? Comme si nous manquions d'imagination. Comme si la destruction de ce qui fait la beauté et le sens même de la vie, ce qui la rend possible, nous laissait vaguement tièdes et indifférents. Il résume : « *Nous sommes des vivants qui n'aimons plus la vie* ». □

Une crise de la sensibilité

Le philosophe Baptiste Morizot estime que nous vivons un immense « appauvrissement de ce que nous pouvons sentir, percevoir, comprendre, et tisser comme relations à l'égard du vivant. Une réduction de la gamme d'affects, de percepts, de concepts et de pratiques nous reliant à lui. Nous avons une multitude de mots, de types de relations, de types d'affects pour qualifier les relations entre humains, entre collectifs, entre institutions, avec les objets techniques ou avec les œuvres d'art, mais bien moins pour nos relations au vivant ».

Cela se manifeste par ce qu'on appelle une « extinction de l'expérience de la nature », qui est « la disparition de relations quotidiennes et vécues au vivant. Une étude récente montre ainsi qu'un enfant nord-américain entre 4 et 10 ans est capable de reconnaître et distinguer en un clin d'œil expert plus de mille logos et marques, mais n'est pas en mesure d'identifier les feuilles de dix plantes de sa région ». Notre capacité d'attention a été redirigée vers les produits manufacturés, au détriment des autres vivants qui peuplent la terre.

Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, Actes Sud, 2020, p. 17-18.

1. Conférence d'Aurélien Barrau à la Maison de la Poésie, Vidéo Youtube, 30 avril 2024.

2. Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, 2005.

3. « Restaurer la nature, ça rapporte gros ! », Site Internet du WWF, 25 juillet 2025.

4. *Ecosystem Services Valuation Database*, www.esvd.info.

5. Sarah Jacobs, « La Belgique intègre l'écocide dans son code pénal », Greenpeace, 22 février 2024.

6. Aurélien Barrau : « Nous sommes des vivants qui n'aimons plus la vie », entretien sur France Inter, 25 novembre 2023.

NORD. SUD.

MÊMES COMBATS ?

Par Renato Pinto



Comme tout enjeu planétaire, l'extinction massive des espèces interroge les rapports de forces à l'échelle internationale. Un rapide tour d'horizon met en lumière des luttes communes, mais aussi des divergences et des intérêts contraires, sur fond de relations historiques inéquitables.

Vus depuis la Belgique, les engagements des populations du Sud en faveur de la biodiversité et du climat pourraient se limiter à la médiatisation de quelques délégations à l'occasion d'événements internationaux. Cette visibilité réduite occulte, à tort, la politisation profonde et historique des luttes sociales et environnementales dans les régions du monde les plus vulnérables.

De l'Amazonie aux îles du Pacifique, en passant par les pays du Sahel, le Sri Lanka ou les Philippines, des mouvements locaux se mobilisent de longue date, en combinant souvent des revendications en faveur du bien-être des populations avec le souci d'un environnement sain. Le dynamisme de cette société civile a d'ailleurs de quoi nous inspirer.

Le poing levé et les pieds dans la terre

Quand, en Europe, certains s'opposent à de nouvelles normes écologiques par crainte des atteintes à leur « mode de vie », parallèlement, des communautés du Sud revendiquent la justice environnementale, précisément parce que leurs conditions de vie sont menacées !

Loin d'être l'apanage d'une classe privilégiée déconnectée des réalités sociales, les mouvements de préservation de l'environnement y sont souvent portés par « *les groupes plus défavorisés, parfois victimes de discrimination raciale et d'autres oppressions de classe et de genre* », comme l'explique la sociologue Gabriela Merlinsky. C'est singulièrement le cas en Amérique latine, où « *ce sont les groupes les plus pauvres, les minorités raciales, les communautés autochtones, les populations les moins informées, qui endurent généralement les activités les plus polluantes sur leur lieu de vie¹* ».

Les populations les plus pauvres sont moins responsables de la dégradation de l'environnement mais elles en supportent davantage les conséquences.

Déboisement, exploitations minières, pollution de l'eau, amas de déchets... Tout cela atteint autant la biodiversité que le quotidien des populations locales. Bien plus que dans des concepts théoriques, leurs luttes sont donc ancrées dans un territoire, un lieu de vie. Les dommages écologiques et les problèmes sanitaires sont pointés du doigt, « *ainsi que leurs impacts sur les modes de vie des communautés indigènes, des territoires*

paysans et des quartiers populaires à la périphérie des villes ».

Construits depuis la base, inspirés de situations concrètes et souvent soutenus par une longue tradition d'éducation populaire, ces mouvements déploient plus globalement une critique du capitalisme et du concept de développement « à l'occidentale », dans une perspective décoloniale.

Responsabilités communes mais différencierées

Les populations les plus pauvres sont moins responsables de la dégradation de l'environnement mais elles en supportent davantage les conséquences. Ce constat vaut aussi bien à l'intérieur des pays (même en Belgique³) qu'entre ceux-ci, à l'échelle internationale.

Des siècles de colonisation et de pillage des ressources expliquent en grande partie cette double injustice. Occulter cette responsabilité historique – et ses conséquences présentes – reviendrait à nier en partie les causes structurelles de la dégradation de l'environnement et des inégalités mondiales (voir encadré).

Une écologie populaire... donc antiraciste

Envisager la question écologique depuis le point de vue du Sud amène une perspective différente. Sur le continent européen, notre « carte mentale » reste maculée par les taches d'une histoire coloniale encore difficile à décrypter. Cela explique en partie une réticence à prendre en compte cette dimension dans l'analyse.

Pourtant, tant d'un point de vue éthique que politique, parler d'effondrement aujourd'hui en occultant les massacres d'hier n'a pas de sens, d'autant que l'exploitation et l'asservissement d'alors résonnent en écho avec l'épuisement humain et naturel de nos jours.

La persistance des discriminations raciales dans nos sociétés est à la fois une cause et une conséquence de cet impensé, tout comme une forme de colonialisme tenace dans les relations internationales, que ce soit au niveau géopolitique ou commercial.

Des auteurs et autrices travaillent aujourd'hui à visibiliser cet entrelacement. Ingénieur en environnement et philosophe, Malcolm Ferdinand compte parmi celles et ceux qui soulignent les liens entre fracture environnementale et fracture coloniale. Il introduit notamment de la nuance dans le concept d'anthropocène, qui gomme les inégalités et les rapports de domination au sein des populations humaines.

Un regard Nord-Sud nous invite à l'effort (ce n'est ni facile ni automatique) de considérer l'écologie – surtout si elle se veut *populaire*, donc enracinée dans le quotidien des personnes discriminées – comme un enjeu antiraciste et anticolonial.

Dès 1992, cette perspective était inscrite dans la *Déclaration de Rio*, en conclusion du Sommet de la Terre. Il y est notifié que « *les États doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre* ». Cependant, « *étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les États ont des responsabilités communes mais différencierées* ». C'est pourquoi les pays dits développés « *admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent*⁴ ».

Aujourd'hui encore, il s'agit d'un nœud important dans les négociations internationales. En effet, une analyse rigoureuse des causes de la crise environnementale engage la responsabilité des États les plus riches, pour assurer un avenir aux générations futures mais aussi dans une logique de **réparation** par rapport au passé. Elle est cruciale aussi pour agir sur les conséquences présentes et mettre en œuvre – donc financer – des stratégies d'**adaptation**.

*Le *buen vivir* ou la recherche de l'équilibre*

Concept difficile à appréhender sous nos latitudes, le *buen vivir* (littéralement : bien vivre) est une forme d'idéal, décliné de différentes façons à partir de l'expérience des populations amérindiennes.

Ancien ambassadeur de la Bolivie aux Nations Unies, Pablo Solón Romero le définit comme « une vision du monde qui nous invite à penser et à agir différemment⁹ ». Loin de se résumer à un catalogue de bonnes pratiques, il s'agit d'une « construction permanente », non pas décrétée par quelque autorité mais proposée « depuis la société », et qui suppose de composer avec les contradictions pour rechercher constamment l'équilibre.

Selon cet auteur, le *buen vivir* vise « une harmonie non seulement entre êtres humains, mais aussi entre les humains et la nature, entre le matériel et le spirituel, entre la connaissance et la sagesse, entre diverses cultures et entre différentes identités et réalités ».

Dans une société guidée par ce principe, les êtres humains n'ont pas pour vocation de produire et de transformer aveuglément, mais bien d'assumer le statut de « "soignants", "cultivateurs" et "médiateurs" de la nature ».

Politiquement, le *buen vivir* remet en question un indicateur tel que le PIB (produit intérieur brut). En cela, il fait écho aux recherches menées en Occident aussi sur les alternatives à la croissance.

« La biodiversité ne concerne pas uniquement la flore et la faune, le sol, l'eau et les écosystèmes ; elle s'applique également aux cultures, aux systèmes productifs, aux relations humaines et économiques. »

La question est d'autant plus épineuse que peu populaire. La solidarité Nord-Sud en matière de protection du climat et de la biodiversité est à géométrie variable. On sémeut du sort des éléphants victimes de braconnage, on se réjouit des investissements pour la sauvegarde des pandas... De là à soutenir la transition des pays du Sud à l'aide de nos deniers publics ? Ou à remettre en question la consommation excessive de minerais extraits de sols lointains ?

Pour autant, le Sud n'est ni homogène ni sans défaut. Le poids de l'histoire ne doit pas occulter l'inaction, l'aveuglement, voire la complicité de certains dirigeants du Sud, souvent sur fond d'intérêts économiques ou politiques. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples : en Amazonie, la destruction des forêts semble peu émouvoir les pouvoirs locaux, trop laxistes vis-à-vis des géants de l'agrobusiness ; en Inde, les gouvernements successifs sont pointés du doigt pour avoir privatisé des richesses communes du pays (forêts, lits de rivière, pâturages...) au profit d'intérêts commerciaux à court terme⁵ ; au Pérou, des concessions minières sont abandonnées de bonne grâce à des entreprises ayant tout soucieuses de leurs profits⁶...

Ressources à exploiter ou biens communs à préserver ?

Au risque de caricaturer, la défense de la biodiversité est souvent perçue par chez nous comme une lubie d'idéalistes préoccupés par les insectes et les petits oiseaux... Pour d'autres, la biodiversité se résume à un stock de ressources. La logique d'accaparement et d'exploitation capitaliste s'appuie nettement sur cette vision.

Au Nord comme au Sud, les grandes entreprises exercent un chantage qui peut être résumé en ces termes : leurs activités génèrent de la croissance économique et de l'emploi ; il faudrait donc favoriser leurs intérêts et les libérer d'un maximum de contraintes. Pourtant, de l'extraction massive de matières premières à l'entassement de déchets, en passant par une surproduction de biens qui va de pair avec leur surconsommation, le cycle des affaires n'est vertueux ni pour les humains impliqués tout au long de la chaîne, ni évidemment pour la biodiversité, détruite ou réduite à l'état de ressource à exploiter.

Souvent pointé du doigt, le secteur de l'agrobusiness porte à lui seul une lourde responsabilité. La paysannerie locale, mise sous pression à tous les niveaux (accès à la terre et aux semences, pollution, prix du marché...), en paye le prix fort, de même que l'environnement, sacrifié sur l'autel des économies d'échelle permises par l'extension des surfaces cultivées.

Certaines actions nées dans des pays du Sud (avec parfois des ramifications au Nord) portent une conception bien différente. Pour La Via Campesina, vaste mouvement international de défense des paysans et des paysannes, « l'air, les forêts, l'eau, les terres, les minerais et les sources d'énergie ne peuvent rester des propriétés privées ni être appropriés, car ce sont des biens communs des peuples ».

Dans cette perspective, il ne s'agit pas seulement de préserver la nature, mais bien d'inscrire l'activité humaine dans une dimension plus harmonieuse.

« Pour La Via Campesina, la biodiversité se base fondamentalement sur la reconnaissance de la diversité humaine, l'ac-

L'économie globalisée contre le Vivant

Le déclin des espèces vivantes est généralisé à l'échelle planétaire. Cependant, d'après un rapport du WWF, les pertes les plus importantes sont constatées en Amérique latine (- 95% entre 1970 et 2020), en Afrique (- 75%) et dans les régions d'Asie et du Pacifique (- 60%).

La tentation est forte d'incriminer les populations locales en raison de certaines pratiques ancestrales et d'activités économiques parfois discutables (culture sur brûlis, braconnage...), mais les principales responsabilités indiquent plutôt le système agroalimentaire mondial, combinant déboisement massif, monocultures extensives dopées à coups de produits phytosanitaires et surexploitation de certaines espèces. Comme l'explique le WWF, « la déforestation et la conversion de la nature en terres agricoles constituent la première cause de la perte de biodiversité sur Terre. Un tiers de la superficie des terres est aujourd'hui utilisé pour l'agriculture ou

l'élevage, tandis que 75% de l'eau douce disponible est destinée aux cultures ou au bétail. [...] La surexploitation des forêts et des terres occupe la deuxième place tandis que le commerce des espèces sauvages est la troisième cause du déclin de la nature¹⁰ ».

Bien entendu, tous les pays dégradent les écosystèmes à l'intérieur de leurs frontières, mais les activités économiques en cause sont souvent dictées par les règles du commerce globalisé et la division internationale du travail. Ce qui rend, de fait, les géants économiques responsables d'une grande partie de la destruction des écosystèmes en dehors de leurs territoires nationaux, comme l'ont observé des chercheurs de l'Université de Princeton (États-Unis), évoquant une « déforestation externalisée¹¹ ».

Malgré les mobilisations au Nord comme au Sud contre ce projet, l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur va très probablement renforcer cette tendance.

ception du fait que nous sommes tous différents et que chaque peuple, chaque individu, détient la liberté de penser, la liberté d'être. Vue sous cet angle, la biodiversité ne concerne pas uniquement la flore et la faune, le sol, l'eau et les écosystèmes ; elle s'applique également aux cultures, aux systèmes productifs, aux relations humaines et économiques ainsi qu'aux formes de gouvernement . »

Reconnaissance mutuelle en vue d'une action commune

Tout comme le climat, la préservation de la biodiversité met en évidence les luttes

communes menées au Nord et au Sud, mais aussi les divergences. Colonisation, inégalités, commerce international, responsabilités différencierées... Autant de noeuds à dénouer en vue de mettre en place des mesures de réparation et d'adaptation.

Le changement passe par la reconnaissance des causes historiques et structurelles du pillage en cours, en tenant compte des rapports de forces inégaux, mais aussi des apports mutuels. Sources d'inspiration, des mobilisations et des principes développés au Sud alimentent l'action destinée à construire un modèle de société respectueux des êtres humains et des écosystèmes. □



1. Gabriela Merlinsky, « Mouvements pour la justice écologique et la défense des communs en Amérique latine » dans *Alternatives Sud*, Cetri, Louvain-la-Neuve, 2020, p. 29-44.

2. Malcolm Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019.

3. Johanne Montay, « COP28 : tous les Belges ne sont pas égaux devant le climat », 04.12.2023, www.rtb.be.

4. *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 1992.

5. « Baisse vertigineuse de la biodiversité : "L'Inde continue d'ignorer les signaux d'alarme" », 01.04.2025, www.courrierinternational.com.

6. Pérou, *la mine à tout prix*, 2016, www.justicepaix.be.

7. *Déclaration du Sommet des Peuples vers la COP30*, 18.11.2025.

8. *Biodiversité et ressources génétiques*, 20.10.2000.

9. Pablo Solón, « Le "buen vivir", une autre vision du monde », dans *Revue Projet*, 2018/1, N° 362, p. 66-72.

10. Voir wwf.be.

11. Voir <https://mrmondialisation.org/ces-pays-riches-qui-detruisent-la-biodiversite-des-pays-du-sud/> et <https://www.nature.com/articles/s41586-024-08569-5>.

« SE MOBILISER PARCE QUE LA VIE EST BELLE »

INTERVIEW DE
JEAN-YVES BURON



Qui se soucie vraiment de la biodiversité ? Dans cette interview, Jean-Yves Buron, acteur associatif liégeois et auteur du livre *Le monde est moche, la vie est belle*, interroge la place réelle des citoyens face à l'effondrement du vivant et appelle à repenser notre rapport à la nature, à l'engagement et au modèle de société.

Les citoyens se soucient-ils réellement de la biodiversité aujourd'hui ?

Non, je ne pense pas que le citoyen lambda s'y intéresse. Du tout. Depuis des années, la star des problèmes environnementaux, c'est le changement climatique. Il faut en parler et se mobiliser, évidemment, mais cela éclipse toute une série d'autres thématiques, notamment celle de la biodiversité qui est fondamentale. Or, selon moi, le combat climatique est en grande partie perdu. Et vivre dans un monde avec une biodiversité détraquée et un climat détraqué, c'est bien pire que de vivre dans un monde au climat détraqué avec une biodiversité, dans une certaine mesure, préservée. Les deux sont liés, mais il faut savoir qu'en termes de biodiversité on peut avoir très vite de très bons résultats si des mesures sont prises. Actuellement, les gens n'ont pas conscience du rôle de la biodiversité dans la vie sur terre.

Comment reconnecter les gens à cet enjeu ?

En leur permettant d'avoir accès à la nature, aux espaces verts, là où on peut trouver cette biodiversité. Il faut arrêter cette politique de sacralisation des espaces où les gens sont exclus car ils sont nuisibles. Si on n'arrive pas à connecter les gens aux autres espèces et à leur montrer que, sans elles, leur propre vie n'est pas possible, nous n'arriverons jamais à les mobiliser. Dans les pays du Sud, des multinationales ont créé des parcs et des réserves naturelles car, pour préserver la biodiversité, il fallait d'abord se méfier des populations indigènes. Ça semble incroyable dit comme ça, mais finalement nous faisons pareil chez nous. À Liège, la lutte pour les espaces verts est féroce et les mouvements citoyens collectionnent les victoires depuis des années. Mais au fond, ils le font d'abord pour leur bien-être, avant de le faire pour la biodiversité. Et quand

ces espaces verts sont sauvés et rendus à la population, ils sont clôturés, les gens en sont exclus. Si c'était aménagé en lieu de bien-être, de ressourcement, avec des sentiers, des espaces de rencontre, si les gens pouvaient se l'approprier, alors une relation s'installerait avec cet espace vert et avec la biodiversité. On gagnerait des gens à la cause. Il faut que ces lieux ne soient pas réservés à une élite, mais à ceux qui en ont le plus besoin, qui vivent dans des appartements, qui respirent un mauvais air, qui mangent mal, qui n'ont pas accès à des loisirs ou à des vacances... Aujourd'hui, la lutte pour la biodiversité est avant tout une lutte pour la diversité, tout court. Celle qui combat les discriminations sociales, économiques ou encore racistes.

Les écogestes individuels sont-ils un véritable levier pour la biodiversité, ou risquent-ils de servir d'alibi à l'inaction collective ?

Il faut arrêter de parler en « OU » ! La solution n'est pas individuelle OU collective OU politique OU dans les gestes du quotidien... Il faut penser en « ET ». Chacun doit faire sa part. Par contre, nous vivons effectivement dans un système où le geste individuel et citoyen est surreprésenté, car dans le système capitaliste actuel, la responsabilité est reportée sur l'individu. C'est le cas pour tout : les questions sociales, économiques, environnementales... Arrêter de consommer de l'eau en bouteille et utiliser une gourde, c'est bien, mais tout le monde vend et distribue des gourdes, on se retrouve avec 17 gourdes chez nous. Ça n'a aucun sens. Et, pendant ce temps-là, on ne travaille pas à la restructuration politique et économique du système. Il y a 10 ans, on pensait qu'en 2025 les responsables politiques se seraient rendu compte des enjeux. Mais avec le retour des populistes, des conservateurs et l'extrême droite qui arrive au pouvoir et met la pression sur les partis traditionnels, on revient en arrière sur beaucoup de choses. C'est parfaitement illustré par le « *drill, baby, drill* » de Trump¹. Les gens engagés qui pensent que les écogestes suffiront vont malheureusement vite se décourager. Politiquement, on peut du jour au lendemain raser un potager collectif ou un hôtel à insectes pour y mettre un parking ou des logements. Je caricature, mais à peine. Donc sans vraie mobilisation politique, sans mouvement social autour, les écogestes ne suffiront pas.

Le cœur du problème n'est-il pas notre mode de vie global (mobilité, consommation, tourisme) plus que le manque de « bons gestes » ?

C'est clair. La voiture, les citytrips, le smartphone, l'avion... sont inconciliables avec la préservation de la biodiversité. Mais il est difficile de faire autrement. Le citoyen n'est qu'un rouage

marginal dans un système qui est cohérent, hiérarchique, coercitif, organisé. Ce n'est pas lui qui décide que le train pour descendre dans le sud de la France coûte quatre fois plus cher que l'avion. Qui décide que, pour refaire sa terrasse, ce sera plus facile d'avoir du bois qui vient d'Indonésie ou du Brésil, qui décide qu'aujourd'hui on va passer à la voiture électrique. La question du mode de vie doit se poser, mais tout d'abord dans les parlements qui doivent mettre au pas les entreprises et la manière dont on produit, dont on organise l'économie. Les gens ont très peu de choix dans le système actuel.

Donc tant qu'il n'y a pas un changement structurel imposé par le politique, le citoyen va s'épuiser à force de nager à contre-courant tout le temps. On pourrait peut-être se passer des petits gestes...

Il faut être cohérent entre ses revendications politiques et son mode de vie. Manifester c'est bien, mais en buvant du Coca-cola ça n'a aucun sens. On ne doit pas se passer de ces « petits gestes ». Par contre, il ne faut pas que cela renforce les discriminations sociales pour les personnes qui vivent dans la précarité. Les écogestes, c'est souvent pour les personnes qui ont les moyens de les faire. La priorité pour moi c'est le changement politique, que le gouvernement prenne ses responsabilités.

Peut-on protéger efficacement la biodiversité sans s'attaquer à des intérêts économiques majeurs, et qui aurait réellement à y perdre ?

Ceux qui font de l'argent sur le dos de la biodiversité, et ils sont nombreux. Les gens pensent que les gouvernements, les élites politiques et économiques, ne sont pas au courant des problèmes écologiques, de la dégradation du climat, de l'affondrement de la biodiversité. Mais ils le sont, même au plus haut niveau de la politique internationale. Par contre, ils ne cherchent pas une autre manière de vivre, ils se disent : « *Il reste peu de ressources, accaparons vite le peu qu'il reste et tant pis si les méthodes sont dangereuses pour la biodiversité* ». C'est la curée. Les gens veulent continuer à avoir leur smartphone, tous leurs écrans, pour tout cela il faut renforcer l'accaparement des ressources. Et ceux qui tirent profit à court terme du système dominant n'ont pas envie qu'on change de système. Nous vivons dans un monde où la première des religions, c'est la croyance dans une croissance économique infinie, et on veut la préserver à tout prix. C'est cela qui détruit la planète et la biodiversité. Il faut changer de logiciel économique, mais personne ne veut le faire, ni à gauche ni à droite, ni au sud ni au nord, ni en politique, ni en économie, personne ne le fait. Jusqu'au moment où la terre sera devenue complètement insalubre. Et ce ne sera pas la fin de l'Homme ! L'humanité vit dans des bidonvilles abominables depuis des dizaines d'années, on peut survivre dans des conditions atroces, mais survivre, est-ce le sens de la vie ?



Les citoyens sont-ils prêts à soutenir des décisions dont les bénéfices ne seront visibles que dans 20 ou 30 ans ?

Oui, à condition qu'ils sentent les bienfaits tout de suite, et c'est possible. Mais, actuellement, quand on essaye de mettre un changement en place, si c'est épaisse et compliqué, on abandonne vite. Pendant le Covid, les gens se sont intéressés aux circuits courts, ont fait leur pain eux-mêmes... puis le travail a repris et les gens ont abandonné les fermes toutes proches. Évidemment, pour payer ses factures, on n'a pas le choix que de prendre un boulot temps plein, à 40 km en voiture de la maison. C'est compliqué de vivre un peu en dehors du système alors que les nouveaux modes de vie ne sont pas encore facilités. C'est comme pour l'économie sociale : les coopératives s'imposent de très belles règles mais elles doivent quand même lutter sur le ring de boxe du capitalisme. Il faut être compétitif et avoir des bilans positifs, mais en se mettant plein de contraintes que les autres n'ont pas. C'est se battre contre Goliath à cloche-pied avec un bandeau sur les yeux. Le petit maraîcher bio va gagner moins d'argent, alors que la société n'aura pas à payer pour dépolluer son sol, pour les maladies que ses légumes donnent... c'est profondément injuste et les gens qui veulent changer de mode de vie séparent car on est toujours en train de nager à contre-courant dans un système capitaliste.

Il faut donc sortir du capitalisme pour protéger la biodiversité...

On peut dire ça, mais il faut surtout sortir de la croissance économique. Est-ce qu'une coopérative est capitaliste ? Certains vont dire oui. Il faut sortir du productivisme et du capitalisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Arrêter de faire du «développement durable». Faire du «développement durable», c'est vouloir que rien ne change. Il a été créé pour sauver la croissance économique et le capitalisme. L'écologie est mise

en place en Europe dans une tentative de faire du découplage. Je m'explique : quand la courbe de l'économie grandit, la courbe de la destruction de l'environnement et de la biodiversité grandit aussi. Le pari du développement durable, c'est découpler les deux : que la première continue d'augmenter mais pas la deuxième. Or, nous n'y sommes jamais vraiment arrivés, sauf un peu durant les confinements dus au Covid. Pourquoi ? Parce que les ressources naturelles sont la base de l'économie. Sans elles, pas de fabrication d'objets. La biodiversité est aussi très exploitée, notamment en médecine. Plus de ressources, ça veut dire plus de business. Il faut donc ménager les ressources pour faire du business le plus longtemps possible. Le développement durable a pour objectif de sauver le système. Et ça se marie très bien avec la volonté des classes moyennes et supérieures européennes qui veulent bien sauver l'environnement, mais en ne changeant surtout pas de mode de vie. D'ailleurs les gens résument ça en disant « *il faut absolument que nos enfants vivent aussi bien que nous* ». Les militants engagés dans la transition écologique testent des systèmes pour changer les choses et créer de nouveaux modèles économiques et politiques et sociaux, ils sont en rupture avec la croissance économique, le productivisme, le capitalisme. Ce n'est pas ce qu'on fait au niveau de l'écologie depuis 30 ans en politique en Europe.

Les mobilisations citoyennes conflictuelles (ZAD, luttes locales) sont-elles aujourd'hui indispensables pour faire bouger les lignes, ou contre-productives ?

Il y a plusieurs façons de se battre pour préserver la biodiversité : « avec », « sans » et « contre ». Les actions citoyennes qui se font *avec* le système : l'éducation permanente, le plaidoyer, l'action politique... l'éducation en général. Il y a aussi les actions qui se font *sans* le système : les initiatives individuelles ou collectives comme créer une monnaie locale, un jardin partagé... ou plus radicalement vivre dans une yourte ou un habitat léger. Enfin, il y a les actions *contre* le système : désobéissance civile non violente, sit-in, boycott... Dans le futur, on va assister à des actions de plus en plus violentes en faveur de l'écologie.

Si on veut une planète avec une biodiversité forte, une justice sociale, une économie qui tourne au service des gens, il faut arrêter d'opposer les différents modes d'action. Les militants passent trop de temps à se critiquer les uns les autres. Toute initiative est utile parce qu'elle essaie de changer le monde et il serait bien plus moche si personne ne se lançait. Les repair cafés, les potagers collectifs, les coopératives, les éoliennes citoyennes, signer des pétitions... tout est utile car cela prouve que d'autres manières de vivre, de produire, de consommer, de prendre des décisions sont

possibles. Ça permet à ceux qui font du plaidoyer et de l'éducation permanente de nourrir leurs discours, ça permet aux gens de se sentir mieux et ils en ont besoin. De se reconnecter à la nature, au collectif, à la convivialité, à la sororité. Lâcher nos écrans et participer ensemble à une action pour le bien commun, thérapeutiquement c'est excellent. Et il est nécessaire que des gens réalisent des actions plus musclées : des boycotts, des blocages, des manifs, des grèves... mais aussi de la désobéissance civile. Elle est devenue nécessaire car cela fait 30 ans que les gouvernements ne font rien et que les entreprises attendent juste des nouvelles contraintes pour bouger. Dans l'Histoire, il n'y a jamais eu de vrai changement sans mobilisation. Les changements, c'est un rapport de force entre des classes sociales et des intérêts différents. Si on veut du changement, il ne faut pas avoir peur de ce rapport de force.

La peur de l'effondrement est-elle un moteur d'engagement efficace, ou faut-il changer de récit ?

Qu'on soit pessimiste ou pas, ce n'est pas la question. Certains sont pessimistes et donc se bougent, d'autres sont pessimistes et donc ne font rien. Pareil avec les optimistes. C'est comme la culpabilité : cela paralyse des gens, et c'est un moteur pour d'autres. Moi je suis un pessimiste qui culpabilise, c'est pour cela que je suis devenu militant. L'anxiété et la peur peuvent être mobilisatrices, d'ailleurs c'est ce que font les populistes de droite, ils mobilisent les gens derrière eux avec la peur. C'est un moteur puissant et ça a fait ses preuves. On ne doit pas écarter d'emblée le discours qui affirme que ça va mal et que ça peut s'effondrer. Il faut plutôt se demander ce qu'il y a derrière l'éco-anxiété. Je ne pense pas qu'elle soit nourrie uniquement par les problèmes écologiques. Il y a un mal-être général dans la société, lié à la perte de sens. Il faut mobiliser les gens autour de la question du sens, des valeurs. Qui sommes-nous ? Quel monde

Historien de formation, Jean-Yves vit à Liège, travaille pour la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise et est actif dans différentes initiatives citoyennes de transition écologique et solidaire. Il est l'auteur d'un roman sur les initiatives citoyennes *Le monde est moche, la vie est belle* et du recueil *Nouvelles Ardentes*. Il anime également un séminaire de Créativité et Citoyenneté Contemporaines autour des enjeux de transitions, en Master 2 à l'IHECS. Il propose une conférence-spectacle qui traite des enjeux de la transition écologique et solidaire.

www.nouveaumondediffusion.be/le-monde-est-moche-la-vie-est-belle

désirons-nous ? Oui le monde est moche, il faut le voir, il faut ouvrir grand les yeux, se dire qu'il est moche pour des millions de personnes, de générations en générations, depuis toujours... Le monde est moche de plein de manières, mais la vie est belle et nous pouvons changer les choses, les gens changent déjà les choses, ce qui compte c'est de se mettre ensemble et de passer à l'action. □

Propos recueillis par Adrienne Demaret



1. « Fore, cheri, fore », phrase utilisée par Donald Trump pour promouvoir l'exploitation maximale des énergies fossiles (pétrole et gaz), visant l'indépendance énergétique et la baisse des prix, un thème central de sa campagne 2024 et de son mandat, impliquant le démantèlement de réglementations écologiques.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

ENTRE HUMAINS ET NON-HUMAINS

Par Charlotte Renouprez

Les chemins pour préserver la biodiversité peuvent être parsemés de dilemmes éthiques et politiques. Lorsque protéger le vivant entre en contradiction avec des besoins humains, est-il possible de trouver une voie médiane qui nous sorte du « tout ou rien », parfois clamé à raison au vu des urgences écologiques et sociales ?

Droit au logement, sentiment d'insécurité en ville, aménagement du territoire, tourisme, agriculture... Très souvent, défendre la biodiversité c'est aussi défendre l'humain (en termes de santé physique ou de santé mentale notamment), mais il arrive qu'il y ait conflit d'intérêts et nécessité d'arbitrage. Ce constat est inconfortable, et se donner les moyens de dépasser cet inconfort en l'affrontant est capital : plus la pression du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité se feront sentir, plus il apparaîtra urgent de réagir maintenant, tout de suite. Ce sentiment d'urgence peut mener à donner la primauté absolue à la protection de la biodiversité, au détriment de l'organisation sociale ou de certains besoins humains. Cela est vrai dans l'autre sens aussi : avec l'effondrement de notre État social protecteur, l'explosion de la pauvreté, nous pourrions être tentés de ne voir les choses qu'à l'aune des enjeux sociaux... Or, gouverner en faveur de l'intérêt général nécessite de trouver d'une manière ou d'une autre un équilibre entre ces intérêts. L'enjeu est de parvenir à enrayer l'effondrement de la biodiversité d'une manière qui soit socialement acceptable, de penser des villes et des campagnes accueillantes pour la vie humaine et non humaine.

Pour bien comprendre les tensions que je pointe, je vous propose d'examiner deux exemples concrets, d'en esquisser rapidement les enjeux et les pistes permettant d'en sortir par le haut. Bien

d'autres exemples auraient pu être choisis (la présence du loup et les éleveurs, les sports d'hiver et la protection du biotope montagneux, la plongée sous-marine et ses impacts sur les fonds marins, la protection des espaces verts et la construction de logements sociaux¹...). Les deux conflits que j'ai choisis permettent de relever deux types de tensions structurantes sur le sujet. La première met en avant deux intérêts socialement importants, les deux vont dans le sens de l'intérêt général : comment faire pour arbitrer dans ce cas ? Pour la seconde, c'est moins évident : la protection de la biodiversité entre en conflit direct avec des intérêts privés lucratifs. Le rapport de force n'est pas le même, la question de l'arbitrage se pose donc forcément différemment.

Luminosité en ville et sentiment d'insécurité

Du point de vue de la protection de la biodiversité, il y a urgence à réduire les pollutions lumineuses. Il est en effet scientifiquement établi que notre manie d'éclairer tous les coins de rue a un impact considérable sur la faune, la flore et les écosystèmes. Migrations perturbées, chaîne alimentaire déséquilibrée, chute des feuilles plus tardive... Autant d'éléments qui participent de facto à la baisse de la biodiversité, rendent nos territoires inhospitaliers et dérangent l'ensemble de nos éco-

systèmes. La pollution lumineuse a par ailleurs des effets avérés sur la santé humaine avec la baisse de production de sérotonine, dérégulant nos cycles du sommeil. La solution pourrait donc paraître simple : diminuer les sources de lumière protège l'humain, le non-humain et les écosystèmes !

Or, si l'on se met du point de vue des habitants – et surtout des habitantes – l'éclairage public permet d'améliorer le sentiment de sécurité. C'est d'ailleurs la conclusion d'une étude de l'asbl Garance², qui défend la luminosité en ville, le fait d'éclairer les rues principales et secondaires, la possibilité d'éclairer les pieds des arbres lorsqu'ils sont trop grands et bloquent la lumière, comme moyen pour améliorer le sentiment de sécurité des femmes en ville. Rappelons-nous : lors de la crise énergétique et la hausse drastique du coût de l'électricité, certaines communes avaient décidé d'éteindre leur éclairage public entre minuit et 5h du matin, au grand dam d'une partie de la population... Le retour de celui-ci a en effet été accueilli positivement par les habitants, arguant d'une meilleure visibilité, d'un sentiment de sécurité retrouvé.

Comment trouver des compromis entre ces deux enjeux essentiels ? Une piste de solution inspirante a été mise en place en France, avec l'application web « SustainLight ». Celle-ci cartographie les zones où il y a une forte pollution lumineuse en s'aidant de données satellites et les croise avec les données de biodiversité. Cela permet d'avoir une vue d'ensemble objective et systématique des territoires où des tensions entre les enjeux existent, là où elles sont plus ou moins fortes. Dans un second temps, on identifie les lieux où des actions en faveur de la biodiversité sont bénéfiques aussi pour l'humain, et ceux où des compromis sont nécessaires. Enfin, des actions spécifiques sont mises en place en fonction de l'enjeu identifié : créer des couloirs de déplacement d'espèces migratoires, baisser la luminosité le long de cours d'eau fortement exposés à la lumière artificielle et ayant un en-

jeu de biodiversité particulier, réduire l'intensité lumineuse à certains endroits de la ville et conserver l'intensité lumineuse actuelle à d'autres, etc. Croiser les disciplines donc, entre les naturalistes, les urbanistes, les sociologues, le regard génré, le regard intergénérationnel, etc. Pourquoi pas, aussi, associer les habitants des quartiers concernés à la réflexion ? Prendre un temps ensemble pour objectiver les effets de la diminution de l'éclairage sur le sentiment d'insécurité et l'insécurité réelle³, cartographier ensemble, réaliser ensemble des marches exploratoires ? Dès lors qu'il s'agit d'une problématique collective, c'est collectivement qu'il faut s'en saisir. En bref, faire de l'écologie populaire en éducation permanente !

Cours d'eau et tourisme

La descente de la Lesse en kayak illustre cette tension. D'un côté, un modèle économique fondé sur le tourisme : la qualité de vie des acteurs locaux dépend de l'attractivité de la rivière. Le chiffre d'affaires de l'HoReCa et des entreprises de location – et donc le revenu des familles concernées – repose sur l'afflux touristique. Plus il est important, mieux c'est. De l'autre, la rivière et ses habitants non humains étouffent. La mulette épaisse, une petite moule d'eau douce essentielle à l'écosystème, est ainsi quatre à six fois moins présente dans les zones les plus fréquentées. Raclage des kayaks, piétinements, déchets et nuisances sonores mettent la Lesse et ses abords en danger. Un paradoxe se dessine : le tourisme, né du milieu naturel qu'il exploite, risque de provoquer sa propre disparition en accélérant son effondrement. L'arbitrage public est délicat, tant les enjeux économiques sont importants, mais la situation actuelle penche clairement en faveur des acteurs touristiques privés. Le ministre François Desquesnes a en effet accordé un permis d'exploitation dépassant de 110% les recommandations administratives⁴. Pour l'instant, l'intérêt économique l'emporte.

Articulons !

Pour s'en sortir par le haut, une seule trajectoire possible, celle de l'écologie populaire. D'abord, affrontons les conflits d'intérêts, les points de tension. Identifions-les, décortiquons-les, cartographions-les, voyons quels acteurs sont pris dans ces tensions et quels intérêts ils défendent. Ensuite, délibérons collectivement et démocratiquement, en croisant les regards et les disciplines. Enfin, arbitrons ensemble en sortant de la logique du « tout ou rien » – et donc, acceptons, parfois, des compromis, tant que ceux-ci servent l'intérêt commun. Cela ne peut se faire que dans une logique de temps long, avec comme horizon l'égalité. □



1. Sur cette tension en particulier, nous avons organisé une journée d'étude en 2024, le compte-rendu est disponible dans le n°223 de notre bulletin de liaison *La Fournilière*, juillet-août 2024, aux pages 9 à 11.

2. <https://www.garance.be/wp-content/uploads/2023/06/12Espacepublicgenre-FR.pdf>.

3. En effet, à ce jour, aucune étude scientifique ne permet de faire le lien entre luminosité en ville et insécurité réelle, augmentation du vandalisme, etc. Creuser les liens entre luminosité et sentiment d'insécurité mériterait une analyse à part entière.

4. À ce sujet, lire le communiqué de presse de Canopea : « Kayaks sur la Lesse : les associations dénoncent un permis octroyé contre l'avis des experts scientifiques », 07.08.2025.

UN « CHANGEMENT TRANSFORMATEUR » EST-IL POSSIBLE ?

Par Guillaume Lohest



Tout doit changer : on pourrait traduire ainsi les conclusions des rapports scientifiques de l'IPBES. Les pouvoirs publics doivent fonder leurs politiques sur la nature et faire confiance aux populations. On en est loin, et logiquement les mobilisations radicales se multiplient.

L'IPBES¹, dans tous ses rapports, l'affirme clairement : l'effondrement du vivant n'est pas un accident, mais le résultat de choix collectifs. Des choix agricoles, économiques, industriels et d'aménagement du territoire. Depuis des décennies, les politiques publiques favorisent l'artificialisation des sols, l'augmentation de la consommation au service de la croissance économique, des modèles de production intensifs, gourmands en énergie, en terres et en pesticides, au détriment des écosystèmes. Tant que ces choix ne sont pas remis en cause, aucune « bonne volonté » individuelle ne suffira à inverser la tendance.

Du côté des politiques publiques

Dans son dernier rapport en date (janvier 2025), l'IPBES parle de la nécessité d'un « changement transformateur ». L'expression peut sembler générale, mais elle renvoie à des réalités concrètes. « Fondamentalement, explique Philippe Grandcolas, ce changement transformateur se produira avec la mise en œuvre systématique de solutions fondées sur la nature (SFN). On appelle ainsi des manières d'interagir avec l'environnement qui

maximisent les bénéfices pour les humains ET pour le reste de la biodiversité². » Prenons l'agriculture. Dans toute l'Union européenne, des milliards d'euros d'aides publiques continuent de soutenir un modèle intensif responsable de l'effondrement des insectes, de la pollution de l'eau et de la dégradation des sols. Agir politiquement pour la biodiversité commence peut-être là : changer les modalités d'octroi de subsides, dont la majorité restent conditionnés à la surface (« à l'hectare »). Réorienter le subventionnement pour favoriser la protection de la biodiversité (diversification des cultures, maintien des haies, limitation des intrants chimiques, restauration des sols), cela se fait déjà, mais beaucoup trop peu. Or on sait à quel point c'est épineux. Car il s'agit d'accompagner réellement les agriculteurs dans ces transitions coûteuses, de ne pas faire peser sur eux tout le poids du changement après les avoir enfermés dans une dépendance aux marchés mondialisés et aux intrants.

Territoires et populations

L'aménagement du territoire est un autre front décisif. Chaque année, des milliers d'hectares de terres disparaissent sous le béton. Zones commerciales, routes, lotissements, plateformes logistiques : l'artificialisation grignote les sols vivants, fragmente les habitats et accentue les risques d'inondation. Là encore, il ne s'agit pas d'une fatalité. Les règles d'urbanisme, les choix d'investissement public, la fiscalité foncière sont des outils politiques puissants. Limiter l'étalement urbain, réhabi-

liter les friches, renoncer à certains projets inutiles ou destructeurs, ce sont des décisions politiques possibles. On est encore très loin d'avoir inversé la tendance !

Le rapport de l'IPBES insiste aussi sur un point souvent ignoré : les territoires où la biodiversité est le mieux préservée sont fréquemment ceux où les populations locales et les peuples autochtones conservent des droits sur leurs terres. Là où ces droits sont reconnus, les forêts sont moins détruites, les écosystèmes plus résilients. Protéger la biodiversité, ce n'est donc pas seulement créer des réserves naturelles, mais aussi reconnaître des formes de gestion collective, des savoirs locaux, des rapports au vivant qui ne reposent pas sur l'extraction maximale.

Déséquilibres financiers

Mais tant que les activités destructrices resteront plus rentables que les pratiques respectueuses du vivant, la biodiversité continuera de perdre. Subventions aux énergies fossiles, à l'agriculture intensive ou aux infrastructures polluantes : ces soutiens publics entretiennent un modèle incompatible avec la préservation du vivant. Un très récent rapport du PNUE a révélé un chiffre qui résume tout le problème : on investit environ 30 fois plus dans des activités destructrices de l'environnement que dans des activités protectrices. Sur une année, on observe « *un total de 7 300 milliards de dollars de flux financiers néfastes pour la nature, dont 4 900 milliards de dollars provenant de sources privées, fortement concentrés dans quelques secteurs – services publics, industrie, énergie et matériaux de base – ainsi que 2 400 milliards de dollars de subventions publiques nuisibles à l'environnement accordées aux combustibles fossiles, à l'agriculture, à l'eau, aux transports et à la construction en 2023³.*

Les rapports de force sont donc très défavorables au vivant. Les intérêts économiques pèsent lourdement sur les décisions politiques. Lobbies agricoles, industriels, immobiliers freinent les ré-

formes structurelles. La biodiversité dérange parce qu'elle impose des limites, parce qu'elle remet en cause des profits, parce qu'elle oblige à penser le long terme dans un système obsédé par le court terme. Pourtant, pour l'IPBES, le changement transformateur « *est requis de toute urgence face à l'aménagement de la fenêtre d'opportunité pour faire cesser la perte de biodiversité et empêcher le déclin potentiellement irréversible et l'effondrement prévu des fonctions clés des écosystèmes⁴* ». Ce langage scientifique diplomatique signifie, en clair, que sans révolution complète de nos économies et de nos modes de vie, nous courons vers l'abîme : une planète qui ne fournira plus les conditions minimales pour que les humains puissent y vivre.

Agir avec radicalité ?

Pourtant, aucune révolution politique ne se dessine. La tendance générale est même à l'aggravation de la situation. Il est donc logique que des collectifs et mouvements de plus en plus nombreux misent sur l'action directe et la désobéissance civile. C'est le cas d'*Extinction Rebellion*, un mouvement international fondé au Royaume-Uni en 2018, qui a déjà mené de nombreuses actions choc (affichage, occupations, blocages de routes ou de ponts). C'est aussi le cas des *Soulèvements de la terre*, un vaste réseau de comités militants né dans le sillage de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en 2021, qui a été extrêmement actif ces dernières années en France, notamment dans la mobilisation contre les méga-bassines de Sainte-Soline, mais aussi contre de très nombreux autres projets nuisibles. Leur action – occupations, blocages, démantèlements – se déploie autour de trois enjeux principaux : « *l'artificialisation des terres, l'accaparement des terres par l'agro-industrie et la question de la défense et du partage de l'eau⁵* ».

On le sait, ce type d'action peut effrayer et sembler radical à tous ceux qui, pour le moment, ne considèrent pas l'effondrement du vivant comme un problème

urgent. Ou à ceux qui sacrifient le fonctionnement « normal » de la société de consommation et font confiance à l'action des gouvernements pour assurer progressivement un changement transformateur. Pour les mouvements sociaux institués, le minimum est d'aller à la rencontre de ces nouvelles mobilisations qui ont aujourd'hui de l'expérience, des pratiques démocratiques et militantes, une analyse qui méritent notre attention et appellent notre soutien. L'action « *ne saurait être l'apanage des gouvernements* », affirment les Soulèvements de la terre. « *Nous pensons fermement qu'il est plus que temps de nous emparer des désastres et de ne pas attendre d'autorisation pour les mettre à l'arrêt. Ces actions ne se font pas cependant sans un souci de comprendre le milieu au sein duquel nous intervenons. En cela il s'agit toujours de viser dans la profondeur, dans le temps, dans la détermination d'une sortie du ravage.* » Il n'y a pas à choisir entre les rapports de l'IPBES, les politiques publiques, la sensibilisation patiente et la désobéissance civile : il s'agit de faire ce qu'on sait faire et de converger vers un changement transformateur. □

1. L'IPBES est l'équivalent du GIEC pour la biodiversité, il s'agit de l'acronyme (en anglais) de la *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques*. www.ipbes.net.

2. Philippe Grandcolas, « Au fait, c'est quoi la biodiversité (et pourquoi on devrait en parler plus) ? », *Bon Pote*, <https://bonpote.com>, 19 mars 2025.

3. « Les investissements nuisibles dépassent la protection de la nature à raison de 30 contre 1 – nouveau rapport du PNUE », Communiqué de presse du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), www.unep.org/fr, 22 janvier 2026.

4. Rapport de la plénière de la *Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques* sur les travaux de sa onzième session, résumé à l'intention des décideurs, 22 janvier 2025.

5. *Ossature, enveloppe charnelle et actes des Soulèvements de la terre*, brochure éditée par les Soulèvements de la terre, <https://lesoulevementsdelaterre.org>.

DÉFENDRE LA BIODIVERSITÉ

SANS CRACHER SUR LE BARBECUE

Par Adrienne Demaret et Renato Pinto

Quand arrivent les beaux jours, un parfum familier fait son retour : celui des saucisses et des brochettes, dont la cuisson lente et patiente sur un tapis de braises s'accompagne d'un apéro sympathique et de potins sur les nouvelles du jour, les compétitions sportives, les examens scolaires ou les vacances qui se profilent... Les signaux de fumée qui s'élèvent par-dessus les grilles garnies de viande marinée diffusent de quartier en quartier l'invitation à se rassembler. Loin de se limiter à un simple acte alimentaire, le barbecue a un côté convivial, chaleureux, peut-être même une fonction sociale. Mais voilà : qui dit barbecue dit (sur)consommation de viande, déforestation pour produire le charbon ou encore émission de gaz à effet de serre via le CO₂ et pollution de l'air... Pas top pour la protection des espèces vivantes. Comment faire pour sensibiliser à la défense de la biodiversité sans dénigrer quelque chose d'aussi aimé et répandu que le barbecue ?

Faites le test : tapez dans un moteur de recherche « *Est-il possible de défendre la biodiversité sans cracher sur le barbecue ?* » et vous recevrez dans la seconde une sé-

rie de conseils pour organiser un barbecue de manière écologique. Toujours ce sens du compromis, ce besoin de méanger la chèvre et le chou, ce triangle des Bermudes où l'on pourrait sauver la biodiversité tout en conservant nos modes de vie actuels. Nous ne sauverons rien en nous accrochant à nos habitudes comme une moule à un rocher. Le débat n'est pas celui-là. Le but de cet article n'est pas de savoir si le barbecue est une pratique écologiquement risquée ou pas, si on peut véritablement sauver la biodiversité en sacrifiant notre rituel du dimanche. Ce que le titre espiègle évoque, ce n'est pas tant la crise écologique que sa mise en scène.

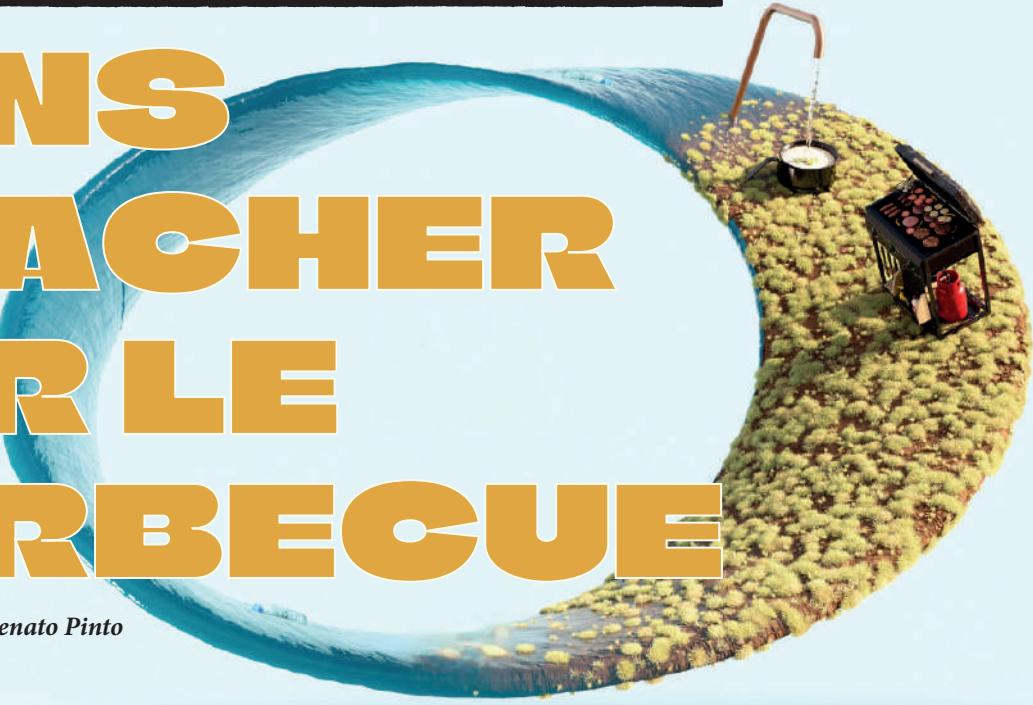
De l'huile sur le feu

Prenons comme illustration le tollé déclenché par la députée française Sandrine Rousseau, lorsqu'elle y alla de cette phrase : « *Il faut changer aussi de mentalité pour que manger une entrecôte cuite sur un barbecue ne soit plus un symbole de virilité* ». Laissons à la droite la « défense » de prétendues « valeurs » et de

« traditions » inamovibles. Passons aussi sur une forme de déconnexion que trahit cette déclaration vis-à-vis des (très) nombreuses personnes qui aspirent en toute simplicité à passer un bon moment autour d'une table et de quelques brochettes en mettant temporairement entre parenthèses leurs tracas quotidiens.

Ce qui pose question, c'est un impensé en termes de stratégie de communication. Si une série d'arguments sont légitimes sur le fond (oui, les hommes mangent en moyenne plus de viande que les femmes ; oui, l'élevage intensif est nuisible à bien des égards...), cette déclaration a eu le don de jeter de l'huile sur le feu et d'attiser la colère anti-écologiste d'une partie de la classe politique – entraînant une part non négligeable de l'opinion publique. Le fond du propos est complètement passé à la trappe pour se résumer à une caricature peu flatteuse, à laquelle on ne peut que rétorquer l'évidence : non, le barbecue ne se résume pas à un rendez-vous de mecs en mal de virilité et indifférents au sort des espèces en souffrance !

La « bataille culturelle », dont l'écologie politique sort pour le moment perdante,



se joue aussi dans la portée symbolique de certains propos et dans l'incarnation d'un projet politique par des personnalités influentes. Si celles-ci semblent « à côté de la plaque », c'est toute une construction idéologique, échafaudée à force de patience, de conscientisation... qui peut s'effondrer.

Actuellement, la stratégie de communication des défenseurs du Vivant paraît trop stéréotypée : accuser, faire peur, dénoncer, stigmatiser, interdire, punir... quel champ lexical désirable, n'est-ce pas ? Défendre le vivant en s'attaquant frontalement à des attachements plus intimes qu'on ne le croit (barbecue, voiture, supermarché, vacances, Tour de France, etc.), est-ce une bonne idée ? Si, au nom de la défense de la biodiversité, nous méprisons les symboles créés pour exprimer ses liens, sa culture, son attachement, sa joie... qui va accepter d'écouter ? Si même le plaisir simple d'un barbecue entre proches ne résiste pas au combat écologique, alors celui-ci est voué à une défaite... cuisante.

Mépris saignant

Tireur de sonnette d'alarme n'est pas une place très enviée, pourtant il en faut. En l'occurrence, le grand oublié de ces débats en est pourtant le protagoniste principal : l'animal. Sans plaider pour un quelconque régime végétarien ou végan, il faut souligner que la consommation excessive de viande dans les sociétés dites développées va de pair avec l'élevage industriel : un business cruel qui sacrifie les normes éthiques, sociales et environnementales sur l'autel de la rentabilité et du profit.

Mais quand, pour sauver la biodiversité, on pointe du doigt les pratiques de chacun, on confond exemple et supériorité morale. Le barbecue, dans ce récit, devient le signe d'une insensibilité écologique, d'une faute. L'écologie serait une vertu, une lucidité éclairée, une abnégation de soi, là où le barbecue serait vulgaire et égoïste. Du moralisme à la stigmatisation, voire au mépris, il n'y a qu'un

pas. Juger les autres, leurs goûts, leurs habitudes, leurs plaisirs... peut être violent. Plutôt que sur les aspects techniques de la pratique du barbecue, l'individu va se sentir attaqué dans son moi profond, ce qu'il est plutôt que ce qu'il fait : le barbecue rassemble plusieurs choses qui témoignent de ce qui est important pour nous, comme les amis, la famille, les liens, la convivialité, le temps de la détente, les vacances, les bières joyeuses et le partage.

Cracher sur un mode de vie et faire des procès d'intention, sans connaître les individus, c'est créer des camps irréconciliables, comme s'il était impossible d'aimer à la fois la nature et la convivialité, la viande, le feu, le gras, le rire. En associant un message négatif, une alerte, à quelque chose de positif comme une bonne côtelette grillée, nous laissons de nombreuses personnes au bord de la route.

Protéger la biodiversité en pointant du doigt l'individu, en passant par la culpabilisation, le reproche, l'injonction, voire l'humiliation, ne semble pas une tactique efficace. À force de critiquer des pratiques appréciées et répandues, des plaisirs simples comme le barbecue, le message qui risque de transpirer est qu'il y a une incompatibilité entre engagement écologique et modes de vie populaires. Qu'il faut être moralement irréprochable pour être légitime à défendre une cause. Qui va, dès lors, se sentir concerné ? Pire, c'est un bâton donné aux conservateurs d'extrême droite qui, on l'a dit, surfent allègrement sur la « défense » de « nos traditions », « nos modes de vie »...

Non à la culpabilisation piquante

En attaquant frontalement des plaisirs sociaux, en les rendant coupables, on touche à l'intime. On fouille les entrailles et le cœur des gens pour en extraire tout ce qui ne correspond pas à une « conscience éclairée » face au déclin de la biodiversité. On veut appuyer là où ça fait mal, mais ce qu'on fait suinter, c'est

avant tout le sentiment d'injustice. Car quand on parle barbecue et tonte de jardin, on ne cause pas jet privé, piscine chauffée ou pétrole jeté à la mer, mais d'un simple repas entre amis. On oublie gentiment de hiérarchiser les responsabilités.

Quand l'écologie se fait culpabilisante, elle tend à faire porter à chaque individu des responsabilités globales qui, le plus souvent, lui échappent. Elle se concentre sur les gestes individuels (comme la consommation) sans s'attaquer aux causes structurelles (modèles de production, choix politiques). En effet, la plus grande partie de l'impact environnemental d'une société n'est pas liée à des choix individuels, mais à des choix collectifs. La culpabilisation est inefficace à long terme et peut même être contreproductive, provoquant de l'anxiété et de l'inaction, voire du rejet.

Entre amertume et épices, une question de dosage

À force de cracher sur le barbecue, on finit par oublier pourquoi on veut défendre la biodiversité : pour que la vie reste belle, désirable, partagée. Le changement ne passera pas par le mépris. Demandons-nous plutôt comment élargir une cause sans exclure et sans humilier.

Évidemment, l'association trop fréquente entre bidoche et pinard, ou mousse bien fraîche, n'est pas un régime alimentaire idéal. Évidemment, les excès nuisent à la convivialité si précieuse. Mais plutôt que le bannissement, la réponse la plus censée n'est-elle pas simplement celle du bon dosage ?

Quant à la bataille culturelle, elle doit bien sûr être menée, mais avec intelligence stratégique. En acceptant que certaines prises de tête sont vaines ou contreproductives. Pas sûr que la grille du barbecue soit le champ de bataille le plus indiqué... □

SOMMAIRE

ÉDITO : VRAIMENT URGENT,
ET VRAIMENT PAS ÉVIDENT



L'extinction de la biodiversité sur terre est un enjeu politique urgent. Le consensus scientifique est formel. Citoyens et politiques en conviennent aisément. Pour autant, changer la société en profondeur ne se fait pas en un claquement de doigts. Pas évident !

« SE MOBILISER PARCE QUE LA
VIE EST BELLE »



Interview. Qui se soucie vraiment de la biodiversité ? Dans cette interview, Jean-Yves Buron interroge la place réelle des citoyens face à l'affondrement du vivant et appelle à repenser notre rapport à la nature, à l'engagement et au modèle de société.



Prix au n° : 5€

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :

Versez 21€ au compte BE46 7865 7139 3436
des Équipes Populaires,
avec la mention : "Abonnement à Contrastes"
+ votre nom

2

COMMENT PARLER DE L'AMPLEUR
DU DÉSASTRE ?



« Chute de la biodiversité », voilà une expression bien timide pour parler de l'extinction de la vie sur terre, vous ne trouvez pas ? Quels mots utiliser alors ? Pourquoi demeurons-nous si insensibles à la destruction du monde vivant comme s'il nous était extérieur, alors qu'il nous est indispensable ?

3

NORD, SUD,
MÊMES COMBATS ?



Comme tout enjeu planétaire, l'extinction massive des espèces interroge les rapports de forces à l'échelle internationale. Un rapide tour d'horizon met en lumière des luttes communes, mais aussi des divergences et des intérêts contraires, sur fond de relations historiques inéquitables.

10

CONFLITS D'INTÉRÊTS ENTRE
HUMAINS ET NON-HUMAINS



Les chemins pour préserver la biodiversité peuvent être parsemés de dilemmes éthiques et politiques. Lorsque protéger le vivant entre en contradiction avec des besoins humains, est-il possible de trouver une voie médiane qui nous sorte du « tout ou rien », parfois clamé à raison au vu des urgences écologiques et sociales ?

14

UN « CHANGEMENT TRANSFORMA-
TEUR » EST-IL POSSIBLE ?



Tout doit changer : on pourrait traduire ainsi les conclusions des rapports scientifiques de l'IPBES. Les pouvoirs publics doivent fonder leurs politiques sur la nature et faire confiance aux populations. On en est loin, et logiquement les mobilisations radicales se multiplient.

16

DÉFENDRE LA BIODIVERSITÉ
SANS CRACHER SUR LE BARBECUE



Il est certain que la consommation excessive de viande, parmi d'autres habitudes, est l'une des causes de la chute de la biodiversité. Mais le mépris est-il une stratégie intelligente ? Fausse question, qui donne l'occasion de réfléchir à une communication d'écoologie populaire.